Cohésion économique et sociale. 1er rapport

1996/2274(COS) - 09/10/1997

La commission a adopté, par 26 voix pour et 11 contre, la proposition de résolution portant sur le 1er rapport triennal sur la cohésion économique et sociale. Tout d'abord, le rapporteur, M.Juan de Dios Izquierdo Collado (PSE,E), remarque l'absence, dans le rapport de l'Exécutif, d'une définition actualisée de la cohésion et,donc, d'une évaluation objective de ses résultats; en substance, il reproche à la commission d'avoir réduit la cohésion à un concept purement économique. Au contraire, le texte adopté prête attention aux indicateurs d'inégalité non seulement économiques, comme l'accès au marché de l'emploi, mais aussi sociaux, tels que l'éducation, la formation professionnelle, l'exercice des droits sociaux,culturels et démocratiques. En général, le rapporteur dénonce le manque d'ambition de ce 1er rapport, qui maintient un profil bas face à l'accord interinstitutionnel 2000-2006 et aux évenements importants-l'UEM et les nouveaux élargissements- qui interviendront, une fois adoptées les nouvelles perspectives financières. Le rapporteur rappelle que le PE s'est prononcé pour l'incorporation dans le Traité d'un mécanisme de coordination des répercussions, au niveau régional,des différentes politiques communautaires, sous la forme d'orientations fixées en commun, afin de concrétiser le contenu de l'art. 130B. Tout en déplorant l'inexistence de cohésion scientifique et technologique en Europe et soulignant que la politique de concurrence est la plus rétive à la cohésion économique et sociale, le rapporteur s'abstient d'encourager la renationalisation des politiques structurelles communautaires, car il est coinvaincu que le dévelopement harmonieux de l'Union ne peut pas être atteint grâce aux politiques nationales. En particulier, quant aux instruments financiers de la cohésion, le texte adopté juge nécesssaire de réduire le nombre d'objectifs,au profit de l'efficacité et de la concentration, sans pourtant abandonner les buts poursuivis actuellement; et à ce sujet, les propositions de l'Exécutif contenues dans l'Agenda 2000 constituent une base initiale de travail.En conclusion, le rapport de M.IzquierdoCollado, en se prononçant contre la réduction des Fonds structurels ou du Fonds de cohésion, s'efforce de mettre en exergue les caractères à développer et les priorités à inscrire pour que les Fonds structurels soient des instruments plus performants dans la lutte contre les inégalités régionales et le chômage, pour mieux répondre ainsi aux demandes des citoyens européens.